

ENTRETIEN

Financement de la recherche : « L'ANR ne fait pas bouillonner les idées comme elle le devrait »

L'Agence nationale de la recherche, un acteur majeur du financement de la science française, fait l'objet de nombreuses critiques. L'astrophysicien Patrick Petitjean présente des pistes de réflexion pour améliorer ce système.



Patrick PETITJEAN est astrophysicien (UPMC et CNRS) et a présidé un comité scientifique de l'ANR pendant trois ans.

© Jean Morette / AP-CNRS-UPMC

Une partie du financement des laboratoires français provient d'appels à projets, qu'organisent des agences de moyens telles que l'Agence nationale de la recherche (ANR). De nombreux reproches ont été formulés à l'encontre de cette dernière. Les chercheurs investissent beaucoup de temps pour répondre aux appels à projets, mais très peu de ces propositions sont retenues, ce qui entraîne une grande frustration. Patrick Petitjean, chercheur à l'Institut d'astrophysique de Paris (université Pierre et Marie Curie et CNRS), a présidé pendant trois ans le comité scientifique « Physique subatomique, science de l'Univers, structure et histoire de la Terre » de l'ANR. Selon lui, cette agence manque à ses objectifs, bien qu'il soit possible d'améliorer la situation.

POUR LA SCIENCE

Vous avez annoncé en septembre dernier que vous vous désolidarisez de toute activité de l'ANR. Quelles en sont les raisons ?

PATRICK PETITJEAN : La tâche des membres d'un comité scientifique de l'Agence nationale de la recherche est d'évaluer les projets soumis par les chercheurs en réponse à l'appel d'offres de l'agence. Pour ma discipline, cela représente

environ une centaine de dossiers par an. Nous devons ensuite établir un classement de ces projets par ordre de priorité. Cette liste est alors envoyée à l'ANR, qui décide du nombre de projets qui seront effectivement financés. En 2015, c'est moins d'un dossier sur dix qui a été financé dans ma section. Avec un taux aussi faible, l'ANR ne joue pas son rôle. Nous avons été nombreux à faire remonter nos doléances à l'ANR, sans avoir été écoutés. J'ai donc annoncé que je ne participerai plus aux activités de cette agence.

PLS

N'est-ce pas la baisse globale des budgets alloués à la recherche qui crée cette situation ?

P. P. : Je ne veux pas entrer dans un débat de chiffres, car il est très difficile d'avoir une bonne vue d'ensemble. L'une des raisons est que la recherche en France est très diversifiée et que les besoins en sciences humaines ne sont pas les mêmes que ceux en mathématiques ou en astrophysique. Les besoins d'investissements varient d'un domaine à l'autre. Par exemple, le coût d'un détecteur (en biologie, en physique, etc.) n'a rien à voir avec le salaire de postdoctorants.

Il faut ajouter à cela que les laboratoires français sont financés par différents canaux. Il y a une dizaine

d'années, les financements récurrents, c'est-à-dire la dotation annuelle attribuée à chaque laboratoire, étaient quasiment la seule source du budget des laboratoires. Mais ils ont baissé depuis dix ans de façon colossale. À l'époque, un autre mode de financement a été mis en place, où des crédits sont affectés à des projets à la suite d'appels d'offres. L'ANR, créée en 2005, pilote chaque année un tel appel à projets. Mais il en existe d'autres.

Ces financements sur projets ont d'abord été conçus pour soutenir le financement récurrent. Ils permettaient certaines choses que ne permet pas le financement récurrent : recruter des postdoctorants (des contrats de jeunes chercheurs à durée limitée), encourager des collaborations entre différents laboratoires, etc. Ces appels à projets devaient ainsi créer une émulation et soutenir les projets innovants. À mon sens, l'ANR devrait faire bouillonner les idées, faire des paris, prendre des risques. Je pense que nombre de chercheurs voient aussi d'un œil positif cette démarche.

PLS

Pourtant, l'ANR est assez critiquée...

P. P. : Oui, pour plusieurs raisons. Pour beaucoup de mes collègues, le problème principal est la baisse globale du financement de la recherche. Les crédits alloués par l'ANR en pâtissent et le



© Africa Studio / Shutterstock.com

nombre de projets financés diminue. Et le temps important que passent les chercheurs à rédiger des dossiers qui ont peu de chance d'être retenus crée beaucoup de frustration.

Ma position est un peu atypique. Oui, il y a un manque de crédits ; cependant, ce n'est pas le seul problème. Je suis convaincu que l'on peut améliorer le fonctionnement de l'ANR et limiter la frustration produite par ces appels à projets.

PLS

Vous critiquez le fait que le taux de projets retenus est d'environ 10 % cette année. Ce taux est-il trop bas ?

P.P. : C'est bien là le problème. Je crois que les chercheurs acceptent tout à fait le processus de sélection. Ils ont bien conscience que l'on ne peut pas financer tous les projets. En revanche, quand l'ANR ne retient que 10 % des projets, quel message renvoie-t-elle aux chercheurs ? Que seuls 10 % des projets méritent d'être financés ? Ce n'est bien sûr pas le cas. Nous recevons bien plus d'excellents projets. Certes, il faut faire un choix, mais avec 10 %, nous atteignons un niveau si faible que la sélection en devient presque arbitraire et subjective. Cela laisse de nombreux autres projets tout aussi excellents sur le carreau. Et nous n'avons pas d'arguments valables pour leur expliquer le refus de leur dossier. Un taux de 20 à 30 % de réussite serait bien plus raisonnable. On arriverait alors à séparer les dossiers excellents des dossiers très bons. Et je pense que les chercheurs comprendraient que ce niveau serait acceptable. Ils n'auraient pas l'impression de rédiger et soumettre des dossiers pour rien.

PLS

Comment améliorer la situation ?

P.P. : Même à budget constant, il serait possible d'augmenter le nombre de projets financés par l'ANR. Par exemple, quand un projet comporte une demande de postdoctorants pour un équivalent de huit années de contrat, le comité pourrait décider de modifier ce projet, considérer que quatre années suffisent et qu'il peut ainsi attribuer les quatre années restantes à un autre projet. Aujourd'hui, l'ANR ne nous permet pas de faire ce genre de choses ; pourtant, on pourrait ainsi financer deux projets au lieu d'un seul, ce qui permettrait d'atteindre un niveau de 20 % de projets soutenus par l'ANR.

PLS

Pourquoi l'ANR est-elle réticente ?

P.P. : Cette démarche serait soi-disant du saupoudrage et cela dévaloriserait les projets amputés d'une part de leur dotation. L'idée, pour l'ANR, est de financer au maximum les quelques projets retenus pour viser l'excellence. Je ne suis pas d'accord. Avec quatre ans de postdocs au lieu de huit, un projet, s'il est scientifiquement excellent, le restera et l'équipe fera du bon travail.

Cela pourrait être facilement mis en place si l'ANR donnait à chaque comité scientifique une enveloppe contenant, par exemple un nombre fixé d'années de postdocs à attribuer. Nous pourrions moduler les demandes entre différents projets à partir de critères scientifiques. Mais il y a un manque de confiance envers les comités et on

est dans cette situation où l'on nous demande uniquement de classer les projets, et rien de plus.

Par exemple, l'année passée, j'étais président d'un comité scientifique. J'ai demandé la possibilité de diminuer la dotation des projets car parfois, certains budgets sont surestimés ou des choix plus économes peuvent être suggérés. Nous avons une responsabilité à éviter le gaspillage et aussi à engager des frais de façon

Même à budget constant, il serait possible d'augmenter le nombre de projets financés

raisonnée. Je pensais également que si, disons sur dix projets, je récupérais à chaque fois 10 %, je pouvais faire passer un 11^e projet. Bien sûr, je me leurrerais sur ce point.

C'est paradoxal : la baisse du budget justifie un taux de projets acceptés aussi bas, mais l'ANR ne nous incite pas pour autant à faire des économies. Et ce n'est pas la seule contradiction.

PLS

Une autre situation paradoxale est celle des projets originaux. L'ANR encourage les comités à sélectionner des dossiers originaux, mais n'est-il pas difficile de prendre ce risque étant donné le faible nombre de projets retenus ?

P.P. : Ce qui nous intéresse, en tant que chercheurs, c'est la science. Et nous sommes forcément séduits par les idées nouvelles, les projets qui prennent